

## Soutenir l'investissement des exploitations agricoles familiales pour renforcer la sécurité alimentaire



Copyright Titom (CC BY-NC-ND 2.0 BE)

Daniel Van Der Steen

Novembre 2013

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE !**

**Depuis quelques années, nombreuses sont les déclarations sur la nécessité de renforcer le secteur agricole, surtout en vue de renforcer la sécurité alimentaire mondiale.**

**Mais l'intérêt renouvelé pour le secteur n'est pas sans danger. L'accroissement des achats de terres à grande échelle (ou *land grabbing*) a déjà alerté ceux qui soutiennent l'agriculture paysanne et familiale. Aujourd'hui, les craintes se renforcent au vu de ce qui se met en place pour attirer les investissements agricoles dans les pays du Sud, en Afrique en particulier.**

**Une réflexion approfondie sur le type d'investissements à soutenir pour garantir la sécurité alimentaire dans les pays pauvres avec le coordonnateur du Collectif Stratégies Alimentaires.**

Que le développement du secteur agricole nécessite des investissements n'est pas contestable, mais il importe d'ouvrir largement le débat sur la nature, les modalités et les acteurs des investissements qu'il convient de soutenir.

Concernant les acteurs, il est fondamental de prendre tout d'abord en considération le fait que les personnes en insécurité alimentaire pour la plupart exercent leur métier de paysan ou d'agriculteur dans des exploitations familiales du Sud, et que leur production est insuffisante à nourrir leur famille et à couvrir les autres dépenses du ménage.

Du fait même que la majorité des victimes de la faim sont des producteurs familiaux du Sud de la planète, toute solution qui n'impliquerait pas ces exploitations du Sud réussirait peut-être à augmenter de façon globale la production agricole -ce qui reste à prouver-

mais renforcerait l'insécurité alimentaire, en marginalisant ces nombreuses exploitations.

Autrement dit, la lutte contre l'insécurité alimentaire suppose que l'on améliore la productivité des exploitations familiales, avec des moyens qui puissent renforcer leur résilience et répondre aux défis économiques, sociaux et environnementaux.

**Les petites exploitations familiales peuvent répondre durablement à la demande croissante des populations du Sud.**

En ayant un accès suffisant aux ressources naturelles et aux intrants et s'ils peuvent poursuivre les investissements qu'ils réalisent déjà, les petits producteurs des exploitations familiales seront capables de répondre durablement à la demande croissante des populations du Sud, y compris en Afrique subsaharienne.

Qui plus est, ils pourront, en continuant à produire, renforcer la sécurité alimentaire. Par contre, l'apport de capitaux investis par des grandes entreprises dans l'activité agricole ne permettra pas de rencontrer conjointement ces deux objectifs.

C'est le message que les représentants de la société civile ont présenté au cours du Comité pour la Sécurité Alimentaire mondiale (CFS) face à ceux qui prétendent que seul l'appel aux capitaux privés peut assurer le développement agricole du continent. Ces derniers font valoir que l'agriculture paysanne est archaïque et que dès lors les producteurs paysans, d'Afrique et d'Asie en particulier, ne pourront assurer la production des aliments nécessaires pour nourrir la population à venir. Ils en appellent dès lors aux grands investisseurs agricoles qui sont, eux, attirés par des opérations rentables en termes de profits. Et cette dernière option peut avoir des

conséquences particulièrement négatives en termes de sécurité alimentaire et de durabilité économique, sociale et environnementale. Le jugement négatif porté sur l'agriculture paysanne apparaît dès lors plutôt comme un prétexte pour justifier des investissements rentables, mais au détriment des petits producteurs actuels.

### **Il faut des investissements agricoles dans les pays pauvres du Sud. D'accord mais lesquels ?**

Au cours de la 40<sup>e</sup> session du CFS (du 7 au 11 octobre 2013), les délégués de 140 nations et d'autres parties prenantes (les Organisations de la Société Civile, le secteur privé et les institutions internationales) ont débattu de la sécurité alimentaire et en particulier de l'impact des biocarburants et des investissements agricoles pour la sécurité alimentaire.

Concernant les investissements agricoles, le débat est engagé, avec notamment une série de consultations, jusqu'en octobre 2014, date à laquelle l'adoption de principes pour les investissements agricoles responsables (IAR) est prévue. Une question essentielle dans les débats est de savoir quels investissements pourront contribuer au mieux à la sécurité alimentaire.

En réalité, deux visions s'opposent à ce sujet. Reprenons ci-après la présentation, volontairement caricaturale, de celles-ci par les auteurs du rapport du HLPE<sup>1</sup>:

*"Pour certains, les petits agriculteurs ne seront jamais «compétitifs», ils font partie des*

<sup>1</sup> HLPE, 2013, « Paysans et entrepreneurs: investir dans l'agriculture des petits exploitants pour la sécurité alimentaire. » Rapport du Groupe d'experts de Haut niveau sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition, Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale, Rome, p. 22.

*populations les plus pauvres, et devraient faire l'objet de politiques axées sur la fourniture de filets de sécurité et l'éducation afin d'aider les jeunes à migrer et à trouver un emploi en dehors de l'agriculture. Les petits exploitants (...) seraient appelés à disparaître, progressivement remplacés par des exploitations plus grandes, modernes, fortement engagées dans les marchés mondiaux, caractérisées par une concentration foncière croissante et des liens étroits avec les agro-industries. (...) Pour d'autres (...), les petits agriculteurs resteront sur leurs terres et se transformeront, devenant des «paysans modernes», productifs, efficaces et résilients. Ils fourniront des aliments sains aux villes, géreront les ressources naturelles, utiliseront moins d'énergies fossiles et de produits chimiques que les grandes exploitations commerciales, et préserveront la biodiversité dans leur système de production diversifiée."*

### **Quatre raisons qui justifient d'axer le développement agricole sur les petits agriculteurs**

**1. La première bonne raison** d'axer le développement sur les petits agriculteurs, c'est de **considérer leurs performances dans le passé**. Celles-ci sont loin d'être décevantes, et cela même si on considère l'agriculture africaine, souvent considérée comme attardée et essentiellement basée sur les petits agriculteurs. Voici ce que dit le professeur Steve Wiggins au sujet du développement agricole de l'Afrique<sup>2</sup> :

*« La croissance agricole en Afrique est-elle si décevante ? Il est facile d'être pessimiste lorsque l'on regarde les données*

<sup>2</sup> Wiggins Steve, 2013, « L'agriculture africaine dans un contexte mondial en évolution : enseignements. Overseas Development Institute », Résumé de synthèse. Briefing politique de Bruxelles n° 33, CTA, 2 octobre 2013.

*apparemment décevantes de la croissance agricole africaine au cours de la majeure partie des cinquante dernières années. On compare souvent la production par habitant de l'Afrique avec les autres régions en voie de développement. Par conséquent, si l'on observe les données de croissance de la production alimentaire par habitant, l'Afrique est vraiment en reste par rapport à l'Asie et l'Amérique du Sud. »*

Les courbes présentées dans ce document montrent que, entre 1962 et 2008, la production/habitant passe de 100 à environ 150 pour l'Afrique contre environ 215 pour l'Asie et environ 185 pour l'Amérique du Sud. Par contre, la courbe présentée pour la croissance agricole absolue en Afrique entre 1962 et 2010 est beaucoup plus positive, car elle passe de 100 à environ 340 pour l'Afrique et on est au-delà de 400 pour l'Afrique de l'Ouest.

S. Wiggins précise encore que « *la grande majorité des augmentations de production sont dues à un accroissement de la production par unité de surface, et non à une extension de la superficie des terres arables. Au cours de ces dernières années, la superficie des terres arables en Afrique a connu une augmentation moyenne annuelle de seulement 0,75%, alors que la production a grimpé de 2,56% ».*

Et il conclut que « *si nous voulons des modèles de production agricole, il n'est pas nécessaire de les chercher en dehors du continent ».*

Les performances passées des agriculteurs africains permettent d'envisager un développement agricole futur où ils seraient les acteurs principaux, à certaines conditions cependant : il faut qu'ils aient un accès suffisant aux ressources naturelles (terres, eau, semences, ...) et autres ressources pour produire et qu'ils puissent poursuivre les investissements qu'ils réalisent déjà. Ceci

signifie qu'ils doivent être en mesure de bénéficier avant tout d'un climat favorable à l'investissement (comme des marchés stables avec des prix suffisants) et d'investissements publics favorables aux petites exploitations.

**2. Une seconde bonne raison** d'axer le développement sur les petits agriculteurs, c'est que **les petits producteurs sont déjà les plus grands investisseurs agricoles** et assurent l'essentiel de l'offre alimentaire. On considère qu'ils fournissent les 80% de l'offre de produits alimentaires consommés en Asie et en Afrique subsaharienne<sup>3</sup> alors qu'ils travaillent sur des exploitations généralement moins de 10ha, qu'ils n'ont qu'un accès limité aux crédits et que leurs investissements résident essentiellement dans leur force de travail.

Notons que cette situation est comparable à celle que l'on retrouve en Asie. Même en Chine, 200 millions de petites exploitations, couvrant 10% des terres agricoles disponibles à l'échelle mondiale, produisent 20% de l'ensemble des aliments du monde<sup>4</sup>.

**3. Un troisième argument**, qui n'est pas sans lien avec ce qui précède, est que ces petits agriculteurs non seulement assurent la quantité d'aliments nécessaire pour alimenter les marchés du continent, mais travaillent dans le cadre de systèmes alimentaires dont le potentiel est davantage durable et multifonctionnel. Les systèmes mis en œuvre par ce grand nombre de petites exploitations, sont en réalité extrêmement diversifiés. Il s'avère que ceux-ci garantissent, mieux que d'autres, la durabilité attendue aujourd'hui des systèmes d'exploitation pour faire face aux principaux défis environnementaux, en particulier la mitigation des changements

<sup>3</sup> HAZEL, 2011, cité dans HLPE, 2013, op cit, p. 31.

<sup>4</sup> HLPE, 2013, op. cit., p. 52.

climatiques, la gestion durable des ressources naturelles (terres, eaux ressources génétiques) et le maintien de la biodiversité<sup>5</sup>.

**4. Le dernier argument** qui justifie de soutenir les petits agriculteurs n'est certainement pas le moindre : c'est que **c'est la seule possibilité qui permet d'assurer, au-delà de la production d'aliments, la sécurité alimentaire** dans des régions où l'activité agricole est la seule qui offre des emplois et des revenus à la grande masse des actifs. Ceci se comprend mieux quand on sait qu'on se trouve dans un contexte où la majorité des victimes de la faim sont des petits producteurs d'aliments qui vivent en milieu rural, mais, comme déjà dit, ne produisent pas suffisamment pour assurer à la fois leur consommation et la vente d'une partie de leur production sur les marchés pour faire face à d'autres dépenses.

#### **L'impasse des solutions centrées sur le recours aux investisseurs étrangers pour développer l'agriculture du Sud**

Les solutions centrées sur les investissements dans des exploitations fortement capitalisées, soutenues par la « Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle » et le G8, ainsi que d'autres initiatives de même nature (comme « Grow Africa » et la « Global Land Transparency Initiative »), ne peuvent en aucun cas faire face à l'accroissement durable de la production, à la sécurité alimentaire et aux autres défis environnementaux.

Les partisans de cette approche tentent de convaincre les décideurs que c'est la solution pour atteindre la sécurité alimentaire en Afrique et exercent une forte pression sur les

---

<sup>5</sup> Voir notamment FAO, 2011, « Produire plus avec moins. Guide à l'intention des décideurs sur l'intensification durable de l'agriculture paysanne », Rome.

gouvernements africains. Des fédérations d'organisations paysannes (par exemple au Sénégal) ont déjà pu le constater. Pour convaincre les décideurs, ils utilisent l'argument que les petits agriculteurs ne seront jamais « compétitifs » (voir plus haut). Derrière cet argument, pointe surtout le souci de justifier les investissements hautement capitalistes, dont les effets vont se traduire par une concurrence vis-à-vis des petits producteurs dont les terres sont convoitées.

Ils justifient également leurs investissements privés par le fait que le développement de l'agriculture paysanne nécessite des investissements publics, qui sont insuffisants.

Le fait que les Etats africains ne concrétisent pas leur engagement (Maputo, 2003) de consacrer au moins 10% de leur budget public au développement agricole rend bien entendu la tâche plus difficile aux petits producteurs d'Afrique, d'autant plus que les bailleurs publics internationaux attendent des signaux positifs des Etats pour accroître leurs contributions.

Le combat pour le soutien d'un développement agricole sur la base des exploitations familiales africaines doit donc aller de pair avec des investissements publics au service de ces exploitations. L'année 2014, déclarée année de l'agriculture familiale, doit permettre aux Organisations Paysannes d'Afrique et à leurs alliés d'avancer dans ce combat.

Ce qui précède ne signifie pas que les investissements privés émanant d'autres acteurs (nationaux et étrangers) n'auraient aucun rôle à jouer dans le développement agricole des pays pauvres du Sud.

Ainsi par exemple, le gouvernement du Sénégal a signé, fin octobre 2013, un accord avec la Nouvelle alliance, représentée par les

Canadiens. Le CNCR a préféré être partie prenante de l'accord plutôt que d'en être exclu, notamment afin de pouvoir en modifier certains termes. La fédération d'organisations paysannes veut ainsi éviter que les investissements se réalisent dans le foncier, et soient plutôt orientés vers des activités, services et infrastructures qui facilitent la production et la vente des produits des paysans et des paysannes.



© CC BY 2.0

En conclusion, pour renforcer la sécurité alimentaire dans les pays pauvres, la seule voie possible est que les Etats du Sud privilégient un développement axé sur l'agriculture familiale, en accordant un soutien prioritaire aux exploitations familiales par des politiques et programmes en leur faveur. Celles-ci doivent nécessairement inclure une sécurisation de l'accès aux terres et autres moyens de production, un encadrement strict des investissements étrangers ainsi que des investissements publics capables de fournir des moyens et un environnement favorable au développement des exploitations familiales.